

## La crise hongkongaise de 2019 : quels enjeux ?



Depuis près de six mois, le peuple de Hong-Kong se révolte pour faire entendre sa voix et protéger ses droits. Ces manifestations sont rythmées par un silence écrasant de la part du gouvernement Hongkongais, et des révoltes parmi les plus importantes menées par la population, atteignant jusqu'à un tiers de la population protestant dans les rues le 16 juin 2019.

*L'ouverture* de cette crise est notamment dûe à l'introduction d'un amendement : l'amendement de la loi de l'extradition proposé par le gouvernement de Hong-Kong en février 2019.

Mais que contient cet amendement pour provoquer autant de colère auprès des Hongkongais ?

L'amendement porte sur l'ordonnance de délinquants en fuite relative et l'entraide judiciaire avec les autres pays qui n'ont à ce jour, pas d'arrangement, dont Taïwan, Macao et la Chine continentale. C'est-à-dire qu'une personne reconnue comme un « criminel » pourra être extradée d'un de ces pays, ce qui était impossible avant cet amendement.

La majorité des professionnels juridiques ainsi que des journalistes occidentaux, des groupes d'affaires et les gouvernements des pays de l'OTAN craignent que l'amendement, présenté par Carrie LAM, cheffe de l'exécutif de Hong-Kong, ne réduise l'indépendance du système judiciaire en place.

La première lecture de l'amendement s'est faite le 3 avril 2019, après une première manifestation réunissant environ dix mille personnes.

S'en suit une deuxième protestation le 12 juin alors qu'une autre lecture était prévue par le gouvernement. 1 million de manifestants se sont réunis, et de nombreuses violences policières ont été dénoncées, notamment à cause d'un usage considéré excessif de bombes lacrymogènes lancées dans la foule pour essayer de les disperser. Cette seconde lecture prévue est alors reportée à cause de la manifestation, et les portes de l'immeuble du conseil législatif sont fermées.

Depuis ce jour là, les revendications principales du peuple sont : la démission de Carrie LAM, le retrait complet de l'amendement sur l'extradition, une condamnation des violences policières et la

libération des personnes arrêtées lors de cette protestation. Aucune de ces revendications n'a encore été accordée à ce-jour (c'est-à-dire début octobre 2019).

C'est dans trois tribunes publiées les 23, 26 et 30 août 2019 dans *Le Monde* que trois spécialistes ont indiqué les causes de ces manifestations ainsi leurs inquiétudes sur le futur.

En premier lieu, Émilie FRENKIEL, rédactrice en chef du site « La vie des idées » et auteure à succès, notamment de « *Parler politique en Chine: les intellectuels chinois pour ou contre la démocratie* » publié en 2014 et professeure de science politique et vice-directrice du Laboratoire interdisciplinaire Hannah Arendt à l'Université Paris-Est Créteil, nous parle de cette frustration de ne pas être représentés à juste titre, de la part des Hongkongais.

En effet, la violence qui entoure toute cette crise à Hong-Kong est phénoménale. Allant des menaces de la part des Triades Chinoises en passant par des violences policières. Ainsi que le refus d'être écouté par le gouvernement, et la colère d'être mal ou même pas du tout représenté, tout en étant comparé à des criminels et des sauvages par les médias de la RPC. Toutes ces actions s'accumulent au récent retrait de l'introduction d'un amendement pour favoriser le suffrage universel véritable. Au final cela a mené à une des plus grandes crises entre le gouvernement de Hong-Kong et ses habitants, qui pour la majorité de ces derniers sont descendus dans les rues pour la première fois malgré leurs réticences vis-à-vis des manifestations, après avoir ressenti le besoin de se faire entendre par le gouvernement qui reste jusqu'à présent sourd à leurs revendications. La peur des potentielles représailles semble moins grande que la peur de se faire englober par des méthodes de la République Populaire de Chine, un régime bien différent de celui de Hong-Kong, aussi bien au niveau politique qu'au niveau économique et culturel.

Selon le rapport de Émilie FRENKIEL, la cheffe de l'exécutif, Carrie LAM semble, aux yeux des hongkongais, coupée de la réalité en défendant, en priorité, ses relations avec le camp pro-Pékin et semble « enfermée dans un dialogue » avec la Chine. Elle n'a d'ailleurs pas écouté les réticences émises par à propos de cet amendement concernant l'extradition. Son équipe lui avait d'abord recommandé de demander l'opinion de la population, ce qu'elle n'a pas fait. La colère des manifestants n'a cessé de s'amplifier notamment depuis qu'elle a annoncé qu'elle se sentait davantage responsable vis-à-vis du PCC que de Hong-Kong. Les habitants de Hong-Kong ont depuis l'impression que la représentante de leur gouvernement ne tient plus pour prioritaires les intérêts de la ville et de ces citoyens. Les manifestants craignent donc d'être absorbés par le communisme chinois et toutes les limites qu'il imposerait.

La Chine, de son côté, censure au maximum toutes les manifestations dans les médias. Les seules informations qui circulent à propos de cette crise décrivent les manifestants comme des sauvages et des criminels.

Le PCC, a d'ailleurs depuis, lancé une politique de propagande, comme quoi cela serait un honneur pour Hong-Kong d'intégrer cette grande puissance mondiale, qui a derrière elle « quarante ans de développement économique derrière elle et qui ne cesse de s'améliorer ».

Jean-Philippe BEJA décrit cette crise comme un appel à l'aide de la part de la population de la ville de Hong-Kong. En effet, ces habitants sont en train de regarder leur liberté leur être potentiellement arrachée au profit d'une autre ville aux aspects bien différents.

Selon lui « le sort de Hong-Kong concerne tous les pays du monde ». En effet, ses habitants demandent le soutien des démocraties du monde développé pour pouvoir les aider à garder ce régime politique qu'ils ont choisi, et toutes les valeurs qu'il représente.

C'est une population toute entière qui se mobilise, comme elle ne l'a jamais fait, pour réaffirmer sa demande de retrait de l'amendement ainsi qu'une enquête indépendante sur les violences policières qui ont blessé de nombreux manifestants dont un à balle réelle.

Dans une tribune écrite avant le début du G7 à Biarritz, le sinologue français appelle les dirigeants, des 7 plus grandes puissances mondiales à invoquer le sujet de ces manifestations pour soutenir l'avis de la population car ce sont les seuls à avoir assez de pouvoir pour le faire. Si aucun des pays les plus développés au monde avec des régimes stables n'osent intervenir en leur faveur, alors qui le fera ?

C'est un combat mené pour la liberté et la démocratie, deux valeurs qui sont soutenues par ces États. A ce jour aucun d'eux n'a encore communiqué son soutien, et le silence devient de plus en plus difficile à supporter pour les manifestants hongkongais. Pourtant ces pays sont directement concernés par cette protestation, car, Hong-Kong est une des principales places financières de la planète, avec des sièges de milliers de compagnies occidentales, localisés dans cette ville-monde, sur lesquelles ces manifestations ont un réel impact économique. Malgré son retour dans le giron de la République Populaire de Chine en 1997, le gouvernement de Hong-Kong ne cesse d'affirmer qu'il est la métropole par excellence grâce à son classement qui le décrit comme une des économies les plus libres du monde. Mais alors que le gouvernement représente cette liberté comme un avantage essentiel à la ville, pourquoi voudrait-elle mettre ça en péril et s'associer d'avantage avec la Chine ? Comme l'indique Athéna TONG, « Pékin ne cesse de limiter la liberté d'opinion, et impose à chacun pensées et comportements ». Cet amendement permettrait alors d'extrader vers la Chine « les criminels » qu'elle réclame ou ceux dont Hong-Kong veut potentiellement se débarrasser. Les tribunaux chinois sont connus pour être aux ordres du pouvoir de Pékin. Jean-Philippe BEJA considère alors cet amendement comme la fin de l'autonomie de Hong-Kong.

Malgré le pacifisme global des manifestations organisées, les violences policières demeurent tandis qu'ils se battent pour sauvegarder des libertés fondamentales que le Parti Communiste Chinois leur a promis de respecter depuis près de 50 ans.

De plus, à l'occasion de la Journée Internationale des victimes de disparition forcée, le 30 août, Athéna TONG s'inquiète de voir des Hongkongais être victime des ces enlèvements.

La disparition est un moyen de répression qui peut nous sembler, pour nous habitants occidentaux, tout droit sorti de la science-fiction mais qui est bien utilisé par la Chine dans le but de rétablir ce qu'elle prétend être *la stabilité nationale*.

« Le droit international définit la disparition forcée comme la privation de la liberté d'un individu contre son gré, privation imposée par l'État ou avec son consentement, suivie d'un refus de l'État de reconnaître les faits ou révéler des informations à ce sujet. La personne disparue est placée en dehors de la protection de la loi et se trouve donc exposée à un fort risque de torture. »

Les disparitions forcées, qui sont considérées comme des crimes continus tant que la personne n'est par retrouvée avec exactitude. Et ils sont de plus en plus communs en Chine. En effet le parti de Pékin utilise cette méthode comme une stratégie ayant pour but de terroriser la population ainsi que de cibler toute dissidence. Le gouvernement essaye même de « l'institutionnaliser en l'enracinant dans le droit ».

Depuis la création des *cinq catégories noires* pour classer la population chinoise, les avocats des droits humains, qui incarnent la loi et la Constitution, sont une des cibles principales de répressions chinoises ainsi que de disparitions forcées. Notamment, la Chine est accusée de deux disparitions qui ont créé une vague médiatique dans la ville-monde : la disparition de Gao ZHISHENG et de Yu WENSHENG. Deux avocats réputés qui ont été réprimés par la perte de leur licence du droit d'exercer, et qui ont ensuite été détenus de manière illégales, sans droit à un avocat ni même à un procès. Gao ZHISHENG, surnommé « la conscience de la Chine » est toujours porté disparu à ce jour. Ces avocats représentent un réel danger sur la mainmise du Parti Communiste, ce qui ne peut être envisageable pour le gouvernement chinois.

Dans le but d'une gouvernance facile et d'une forte croissance économique, Pékin se réserve le droit de continuer cette pratique délétère et inhumaine et continue de faire disparaître celles et ceux qu'il ne tolère pas.

En conclusion, six mois après le début des ces manifestations hongkongaises, aucun changement n'est à observer de la part du gouvernement, à part le report de quelques semaines de la lecture de cet amendement. Malgré la forte couverture médiatique, aucun dirigeant politique étranger n'a encore apporté son soutien officiel à la population de Hong-Kong. Les conséquences si cet amendement venait à passer pourraient changer la ville à tout jamais. En effet, même si Hong-Kong est toujours rattaché au régime de Pékin, les deux villes restent très distantes en termes de fonctionnement politique, économique et culturel.

Malgré les différentes manifestations, les grèves générales, les grèves de la faim, les rassemblements et la désobéissance civile entre autres, le gouvernement hongkongais est resté silencieux depuis le 31 mars dernier, à part pour dénoncer ces actes comme « contraires aux valeurs de Hong-Kong ».

Depuis, les revendications ont augmenté, pour demander à ce jour (début octobre 2019) :

- Retrait complet de l'amendement de la loi d'extradition
- Départ de la cheffe de l'exécutif de Hong-Kong, Carrie LAM
- Condamnation de la violence excessive par la police de Hong-Kong pendant la manifestation du 12 juin 2019
- Libération des détenus, y compris les étudiants arrêtés comme des émeutiers
- Dissolution du conseil législatif
- Réinitialisation du processus de l'introduction du suffrage universel
- Création d'un comité indépendant afin d'enquêter la cause des violences à Yuen-Long et par la police de Hong Kong

**Alexandra GALEA (TES4), le 6 octobre 2019**